

Société

D'UN RESSENTI À L'AUTRE : APRÈS LES JEUX OLYMPIQUES, PÉRENNISER L'ENGAGEMENT POUR LE SPORT

Pierre Rondeau

17/10/2024

Le ressenti est une notion de plus en plus présente dans nos vies, utilisée notamment par les médias, les sondeurs mais aussi par les acteurs publics et académiques. Surtout, elle prend une place grandissante dans la prise de décision des électeurs. Dans le cadre du cycle de travail sur le sujet que la Fondation a lancé, Pierre Rondeau, codirecteur de l'Observatoire du sport de la Fondation, analyse l'évolution du ressenti des Français autour des Jeux olympiques. Avec une interrogation : comment profiter de l'euphorie collective des Jeux olympiques pour enclencher une véritable révolution en matière de politique publique ?

Finalement, ils ont été un succès, un très grand succès, à la fois populaire et sportif. Pourtant, depuis 2017, date de l'obtention de l'organisation des XXXIII^e Jeux olympiques, **que n'avons-nous pas entendu comme critiques** ! « Paris ne sera pas capable d'organiser un tel événement », « nous ne serons pas prêts », « pas capables d'assurer la sécurité », « la cérémonie devant un million de personnes est une folie », « nous ne sommes même pas capables de garantir la fluidité des transports en commun en temps normal alors là, avec des millions de touristes », « la Seine ne sera jamais baignable, ne sera jamais dépolluée », etc.

C'est simple, l'immense majorité des Français n'avait pas confiance en la capacité nationale d'assurer l'organisation des Jeux olympiques (JO). Pire, **47% des sondés** se disaient « peu ou pas du tout intéressés » par les JO, les considérant comme une fête qui ne concernait que la capitale et ne touchait pas le reste du pays. Même le défilé de la flamme à travers la France ne prenait pas, les audiences étaient faibles et hormis le premier jour, à Marseille, peu de monde se déplaçait pour assister à l'événement.

Tout simplement, le ressenti pré-olympique, **c'est-à-dire cette appréhension fondée sur des affects, des émotions, passés au tamis de l'expérience et du contexte**, était d'un pessimisme crasse. Il faut dire que nous avons un certain nombre d'arguments pour nous en convaincre.

S'agissant de la sécurité, nous avons fait l'expérience de la finale de la Ligue des champions en 2022, qui s'était traduite par un fiasco total et une honte internationale, avec des forces de l'ordre débordées et des supporters violentés. Alors comment réussir à organiser une cérémonie d'ouverture pour la première fois de l'histoire hors sites sportifs, sur six kilomètres le long de la Seine ? *Idem* du côté des transports en commun, on nous annonçait 15 millions de visiteurs durant les Jeux, qui allaient prendre les métros et les bus, ces mêmes incapables d'assurer le service au quotidien à des millions de Franciliens fatigués et dépités. Et que dire des épreuves de triathlon et de nage libre, dans une Seine polluée depuis plus d'un siècle, avec des investissements colossaux consentis sans aucune certitude de résultat ? Quasiment personne n'y croyait. Le ressenti, à ce stade, était catastrophique, quasiment du ressentiment négatif.

Les JO voués à l'échec, pourquoi un tel ressenti ?

Personne ne s'imaginait que cela allait se traduire par un immense succès populaire. Tout le monde, ou presque, espérait que un flop, que cela ne fonctionne pas. Des milliers de Parisiens avaient déclaré fuir la capitale, par peur du déluge. **Les offres Airbnb avaient explosé**, sans que cela ne se traduise par une augmentation de la demande. Les résultats touristiques étaient à la peine. En juillet 2024, les restaurateurs et les hôteliers de la capitale annonçaient **des pertes sur leurs chiffres d'affaires de plus de 30%** comparativement aux années précédentes. Ça ne prenait pas, Paris n'était pas à la fête.

En mars 2024, à quelques mois du début des Jeux olympiques, le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, conscient du problème, organisa **une conférence à Bercy sur le thème de l'économie du sport**. Et lors de son discours d'introduction, il cibra bien le problème : et si cela n'était qu'un problème de ressenti, qu'un problème culturel ? Une incapacité à percevoir les bonnes choses *a priori* et la tendance à être toujours dans un scepticisme constant, propre à l'identité et à la pensée française ? Presque une contrainte anthropologique finalement. Bruno Le Maire dit notamment : « Le Français est un Gaulois réfractaire. Il critique toujours avant mais supporte pendant et célèbre après. [...] Je suis prêt à prendre le pari que, malgré les critiques actuelles, le pays va se tourner derrière ses sportifs durant l'événement et réussir à être fier de cette organisation. Cela va être un immense succès, j'en suis persuadé. [...] Et cela assurera un tremplin vers un changement dans notre conscience collective, dans notre capacité à percevoir les choses de façon positive ».

Sur ce point, et lors de cette conférence, le ministre fut rejoint par l'ancien international de rugby Benjamin Kayser. Aujourd'hui gestionnaire pour un fonds d'investissement, ce dernier considère que « la France n'est pas encore une nation sportive parce qu'elle n'est pas capable de considérer les choses sportives positivement, elle reste d'abord pessimiste et sceptique avant tout. Mais il ne

suffirait d'un rien pour que les choses changent, attendez que les premières victoires apparaissent et tout ce style de pensée disparaît ». En d'autres termes, c'est notre ressenti intrinsèque, propre à l'esprit français, qui est ciblé.

Le Français serait incapable d'apprécier les bonnes choses, de se satisfaire du minimum, de se glorifier et de se gargariser du meilleur. Il serait avant tout critique, dubitatif, son ressenti serait de fait négatif, rationnel, argumenté. Il n'apprécierait qu'en cas de victoire, qu'en cas de succès. Avant, il s'interdirait tout bonheur béat ou à tout le moins tout enthousiasme d'anticipation. Une version optimiste mettrait cette attitude sur le dos d'un « cartésianisme » à l'excès. Douter, toujours douter et douter de tout. Une approche plus sociologique pourrait y voir une illustration de ce qu'une grande partie de la population n'arrive pas à se projeter de façon positive dans l'avenir. C'est d'ailleurs ce que démontre, de façon générale, Nicolas Duvoux dans son ouvrage *L'avenir confisqué*¹. Cette capacité de se projeter dans l'avenir, à titre personnel ou collectif – comme pour les JO – obéit de façon croissante à un croisement de critères objectifs et subjectifs, comme la peur du déclassement social, l'insécurité culturelle, la dépossession, etc. Cet enthousiasme d'anticipation deviendrait donc un déterminant essentiel sur lequel les initiateurs d'événements collectifs ou de politiques publiques doivent s'appuyer, s'ils ne veulent pas tomber dans « le hiatus du ressenti ».

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

L'inaptitude au bonheur : une particularité française ?

D'ailleurs, ce postulat est démontré dans le domaine de l'économie du bonheur, branche de l'économie qui s'intéresse aux liens entre niveau de vie, croissance et ressenti de bonheur, de bien-être. Globalement, l'économiste américain Richard Easterlin a montré, dans les années 1970, qu'un pays développé a, toutes choses égales par ailleurs, un niveau de bonheur plus élevé. Au fur et mesure que le PIB par habitant augmente, le niveau déclaré de bonheur augmente, jusqu'à un certain point (qu'on estime à 40 000 dollars par an en moyenne). Passé ce point, la corrélation entre richesse et bonheur disparaît et repose alors sur d'autres indicateurs, comme les niveaux d'inégalité, de pauvreté, d'accès à l'emploi, etc. Cela s'observe dans pratiquement tous les pays

développés.

Pratiquement tous sauf la France, seul cas à part. Chez nous, la corrélation entre richesse et bonheur n'est pas aussi forte qu'ailleurs, en tout cas la corrélation entre richesse et bonheur déclaré, capacité à être heureux et à le dire. Dans l'Hexagone, ce lien est moins soutenu, plus fin, plus aléatoire. Même passés les 40 000 dollars de PIB par habitant, au moment où d'autres indicateurs prennent le dessus, rien n'y fait. La France a beau avoir l'un des taux de pauvreté les plus faibles des pays de l'OCDE ou un niveau d'inégalité dans la moyenne faible, rien n'y fait. Autrement dit, les Français font partie des peuples les plus pessimistes et les moins enclins au bonheur, à se déclarer heureux. Pour expliquer cela, l'économiste Claudia Senik relève dans son livre *L'Économie du bonheur*² un postulat culturel. Les Français seraient culturellement incapables de se déclarer heureux, auraient un ressenti culturellement pessimiste. Selon ses travaux « le fait d'habiter en France réduit de 20% la probabilité de se déclarer « très heureux » (au-dessus de 7 sur une échelle de 1 à 10) ».

Cette particularité – le ressenti négatif intrinsèque à l'esprit franco-français – est d'ailleurs confirmée par Lucie Davoine, spécialiste elle aussi de la branche de l'économie du bonheur et autrice d'une thèse sur le sujet à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. « Les Français et Françaises vivant à l'étranger sont plus malheureux que les autres Européens habitant à l'étranger. Par ailleurs, le mal-être se transmettrait de génération en génération et épargnerait en partie les immigrés arrivés récemment en France. En outre, l'école française aurait tendance à semer un certain malaise qui perdure à l'âge adulte : les immigrés qui ont été scolarisés en France avant l'âge de 10 ans se déclarent plus malheureux que ceux qui ne l'ont pas été³ ».

Le ressenti doit changer de camp : vers une société optimiste

Reprenons le cas des Jeux olympiques : nous avons été incapables de nous satisfaire d'organiser le plus grand événement international, qui sera regardé par des milliards de téléspectateurs à travers le monde et marquera les livres d'histoire. Nous avons été incapables de retenir les points positifs, un budget sobre, l'un des plus faibles de l'histoire olympique récente, à neutralité carbone, éco-responsable, mais avons noté des dépenses soi-disant inutiles, comme le bassin d'assainissement de la Seine – à 1,2 milliard d'euros – ou le salaire du président du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques (COJOP), Tony Estanguet – à **270 000 euros brut par an**. Nous avons estimé que nous serions incapables d'organiser un tel événement, parce que **nous retenons le cas de la catastrophique finale de la Ligue des champions** en 2022, en oubliant que nous avons, avec succès, organisé l'Euro de football, en 2016, la Coupe du monde féminine de football en 2019, la Coupe du monde de rugby en 2024, et que toutes ces compétitions se sont passées sans heurts et

sans reproches. Culturellement, le Français a une capacité à ne voir que le verre à moitié vide, sans jamais le considérer à moitié plein.

En revanche, une fois que tout fonctionne, alors là c'est l'explosion. Il aura donc suffi d'une cérémonie d'ouverture sensationnelle et des premières victoires, notamment dès le premier jour, en rugby à VII, pour que tout le pays s'extasie devant nos athlètes et commence à dire du bien des Jeux. Le ressenti est bouleversé par l'expérience. Il y a plus de vingt-cinq ans, cette même sensation avait été observée avec la Coupe du monde de football, organisée en France en 1998. Les mêmes critiques s'étaient fait entendre avant l'événement, les mêmes remarques, le même pessimisme, le même ressenti. Et pourtant, il aura suffi d'un formidable succès populaire, d'une merveilleuse victoire sportive pour que tout soit oublié et que les Français soient unis derrière les Bleus. Si tout se passe bien, les ressentis individuels s'alignent, formant un ressenti collectif positif dont la force et la capacité de transformation sociale, politique, doivent être préservées. Ces moments collectifs sont suffisamment rares pour ne pas être « gâchés ». Faire de ces moments des leviers du « vivre ensemble » : c'est vers cela qu'il faut aller, par l'apprentissage et la compréhension, vers un ressenti optimiste et confiant. Ne pas critiquer pour critiquer et ensuite constater que nous avons été capables, que nous avons été performants et que nous avons su faire.

Dès le départ, l'esprit français doit changer de bord et se satisfaire le plus possible. Ne plus être **ces « peine-à-jour »** dénoncés par la maire de Paris, Anne Hidalgo. Nous sommes une grande nation, capable d'assurer et d'organiser des événements d'envergure internationale, nous avons des athlètes de très haut niveau, compétents et performants. Lucie Davoine, en citant les travaux de Claudia Senik, prouve que, par l'apprentissage et l'observation, le biais culturel à l'incapacité au bonheur peut changer, peut évoluer : « Est-il possible de modeler la culture et d'inculquer des valeurs plus propices au développement personnel et au bien-être collectif ? [...] Il s'agirait, en quelque sorte, de développer l'intelligence émotionnelle – et non seulement les savoirs –, et d'inclure dans les cursus des réflexions sur les causes du bien-être⁴ ».

Ainsi, ces répétitions contrôlées permettraient de changer le ressenti et d'en faire un levier utile des politiques publiques. Mais pour cela, il faut un effort collectif important et une action certaine des pouvoirs publics. Pérenniser la pratique sportive, assurer l'accès aux infrastructures, maintenir le cap des organisations sportives internationales, notamment avec la perspective des Jeux olympiques d'hiver de 2030, dans les Alpes françaises, soutenir la performance et garantir la formation et les succès futurs. Sans cela, notre ressenti ne changera pas et les JO n'auront été qu'une parenthèse enchantée durant l'été.

C'est d'ailleurs l'alerte qu'ont lancée Claudia Senik et Dimitris Mavridis, en conclusion de leur étude sur le gain au bonheur durant une organisation olympique. Pour le numéro spécial JO de la *Revue d'économie financière*, publiée en mai 2024, les économistes montrent que, toutes choses égales par ailleurs, organiser des JO rend plus heureuse la population, avec un gain de 7% comparativement à d'autres capitales qui n'ont pas organisé l'événement (c'est sur le cas de Londres que Claudia Senik et Dimitris Mavridis se sont focalisés, en comparant les réponses avec celles recueillies à Paris et à Berlin, en 2012). Les effets sont nombreux : sentiment de fierté, impression que le monde nous regarde, que le monde nous admire, performances sportives à la hausse, etc. Mais ce *boost* de bonheur se dissout dans le temps et revient à son niveau initial moins d'un an après les Jeux. En 2013, à Londres, le moral des habitants était au final strictement le même qu'en 2011 : organiser les Jeux n'avait rien changé durablement. Les Londoniens se retrouvaient à un niveau équivalent à celui des Parisiens et des Berlinoises. Pour éviter que ne s'évapore trop vite cet instant enchanté, il conviendrait alors de pérenniser le bonheur et de bloquer le ressenti, de ne pas faire en sorte que les Jeux ne soient qu'un bref moment, mais qu'il y ait une durabilité et un héritage garanti.

D'où l'action et le devoir des politiques publiques. Il faut utiliser le ressenti non plus comme un objectif à atteindre, mais comme un outil, profiter de l'euphorie collective pour enclencher une véritable révolution en matière de politique publique, surfer sur l'événement olympique pour soutenir le sport et sa pratique, sacrifier le budget du ministère, soutenir les clubs et le mouvement amateur, améliorer l'accès dès le plus jeune âge, rénover et renforcer les infrastructures, etc. Parce que le bonheur et le ressenti peuvent changer de camp – cela a été démontré par de nombreuses études – et parce que les Jeux offrent un formidable moment de fierté et de concorde nationales, il faut profiter de cet épisode pour changer les choses et enclencher une évolution totale, qui sera d'autant plus acceptée que la confiance sera là. Pour que le ressenti devienne enfin positif, que nous soyons capables, nous Français, d'être fiers de ce que nous avons avant d'être critiques réfractaires, que nous soyons capables de croire en nous dès le début et de pérenniser nos actes.

Les notes du cycle de travaux

- *La France du ressenti : enquête sur une notion au cœur de notre époque*, par Juliette Clavière et Thierry Germain (10 juillet 2024)
- *Peut-on mesurer le ressenti ?*, par Jean-Luc Tavernier (10 juillet 2024)

1. Nicolas Duvoux, *L'avenir confisqué*, Paris, PUF, 2023.
2. Claudia Senik, *L'économie du bonheur*, Paris, Seuil, 2014.
3. Lucie Davoine, *L'économie du bonheur*, Paris, La Découverte, 2020.
4. Lucie Davoine, *op. cit.*, 2020.